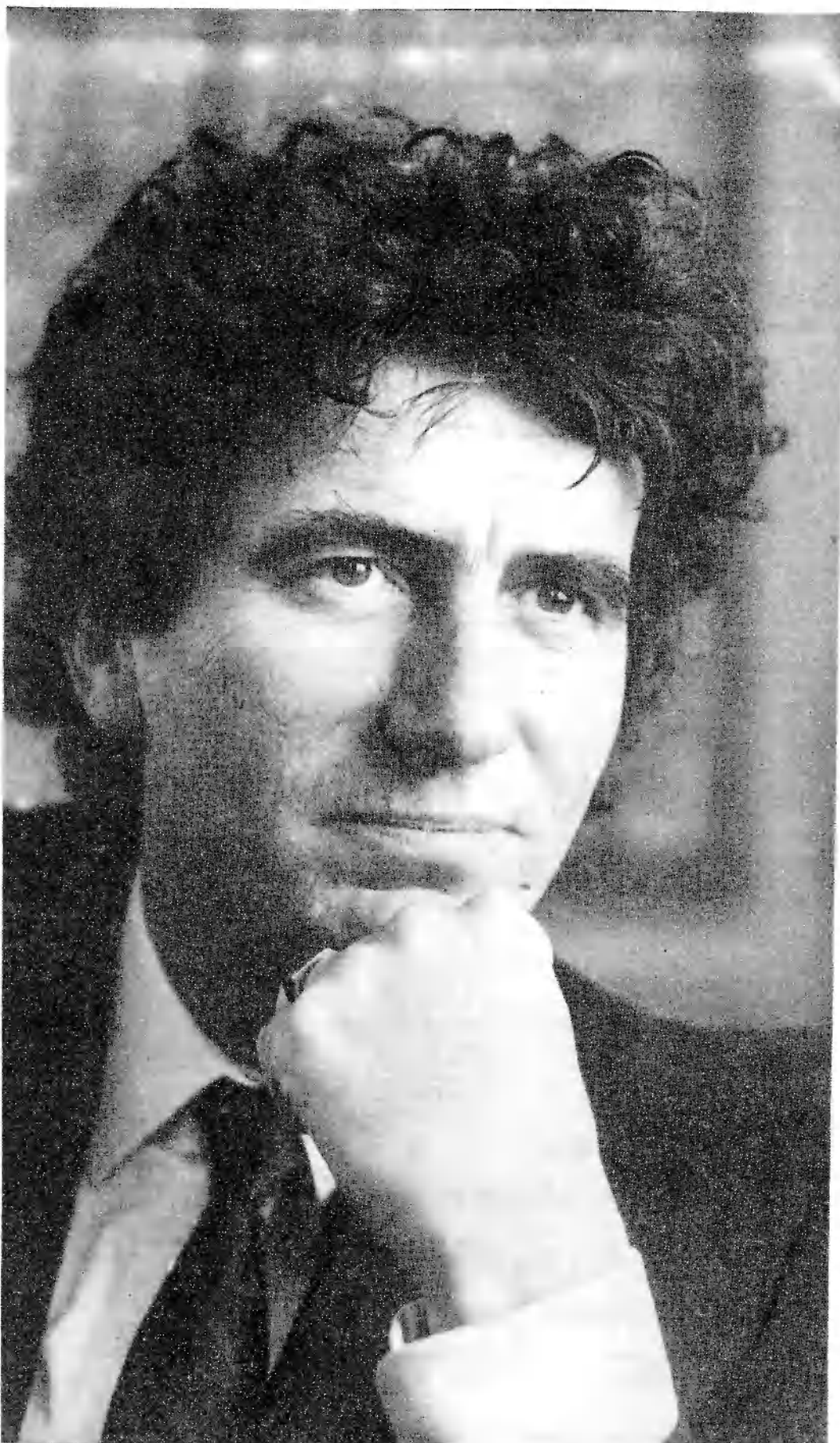


royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



**faut-il
brûler
jack
lang ?**

DU 16 SEPTEMBRE AU 29 SEPTEMBRE 1982 - 12ème année - N° 365 - 6 F

(M 2242 - 365 - 6 F)

les donneurs de leçons américains



Tandis que les Européens vendent de la haute technologie aux «barbares communistes», les Mexicains nationalisent leur système bancaire... Pauvres Etats-Unis d'Amérique, leurs alliés ne veulent-ils donc jamais rien comprendre ?

Les Français, dans cette question du gazoduc transibérien «vendent la corde avec laquelle ils seront pendus». La technologie qu'ils fournissent sera retournée contre eux. Lorsqu'ils répondent que le char russe à Varsovie a été conçu grâce à un ordinateur américain et que le pain que mange le tankiste est fait grâce au blé américain, «il s'agit de raisonnements de mauvaise foi». Cela est d'autant plus grave que les autres pays européens suivent la France et refusent de céder aux ultimatus de M. Reagan. Décidément, les USA resteront toujours seuls pour défendre le monde libre. Mieux vaudrait laisser tomber ces ingrats.

Voilà à peu près ce que pense l'Américain moyen. Et nous, devons-nous nous réjouir d'avoir résisté aux pressions, d'avoir répondu fermement par l'entremise de M. Chevènement ou de M. Krasucki que rien ni personne ne pouvait infléchir notre politique industrielle et commerciale et finalement d'avoir fait céder M. Reagan dans une large mesure ?

La vérité c'est que nous n'avions pas le choix. L'annulation des contrats de Dresser-France se serait traduite immédiatement en dizaines de chômeurs en plus. Pouvions-nous nous le permettre ? Qu'offraient les Etats-Unis en échange, que proposait ce pays si

puissant, dont ces événements révélaient l'influence économique chez nous grâce à d'innombrables licences d'exploitation ? Car il faut redire que de telles pratiques aboutissent à ce que des Français travaillent pour enrichir des Américains.

Dans un tout autre domaine les Etats-Unis verront demain l'ensemble des pays du tiers monde suivre l'exemple du Mexique qui nationalise son système bancaire, et ils se lamenteront probablement, en bons champions du libéralisme. Le Mexique est-il un allié qui ne veut rien comprendre aux bienfaits du libéralisme prôné par leur puissant voisin ? La vérité c'est que le Mexique a été acculé à une politique conçue comme une réponse à un endettement extérieur de plus en plus grand. L'idéologie n'est pas en cause.

Dans un cas comme dans l'autre les éléments initiaux du basculement s'appellent dégâts causés par les multinationales américaines, chaos provoqué par les soubresauts du dollar...

La vérité encore c'est que les Etats-Unis ne sont toujours pas capables d'assumer politiquement la puissance économique démesurée dont ils disposent. Pas plus qu'après 1918 ou après 1945 les

Etats-Unis ne peuvent ni comprendre ni réparer leurs erreurs. Question de tempérament, problème posé par des institutions tout à fait archaïques... Les Etats-Unis précipitent l'ensemble du monde dans un chaos qui ne les épargne pas. En détruisant les bases du système monétaire mondial après la guerre du Vietnam le président Nixon s'était imaginé que son pays pourrait ainsi se faire rembourser les investissements énormes qu'il avait consacré à la «défense du monde libre», cette Mission assumée à corps défendant, et en lâchant périodiquement du terrain... Il suffisait aux Etats-Unis d'émettre et d'émettre encore du papier vert, sans aucune contrepartie. Une telle politique a, en fait, provoqué une telle pagaille qu'aucune politique économique, dans aucun pays, ne peut aujourd'hui être entreprise avec quelque chance de succès si les Américains n'acceptent pas d'y mettre du leur. Hors le sommet de Versailles a montré qu'ils n'étaient pas prêts à reconnaître leurs responsabilités.

Car les Américains veulent bénéficier de leur puissance impériale sans assumer de responsabilité en échange. Le Vietnam est aux mains des communistes, le tiers monde s'appauvrit, l'Europe ne voit pas d'issue à la crise... les Américains donnent des leçons, aujourd'hui aux Français, demain aux Mexicains. Il y a au centre de ces faits une première vue disparates une vérité que peu de gens veulent voir.

Paul CHASSARD

la corse contre le clan

En août, la Corse élitait la première assemblée régionale de France et amorçait ainsi la révolution décentralisatrice, trop longtemps différée et plus que jamais nécessaire.

La Corse dérange les préjugés de l'étranger dont la boussole oscillera en tous sens s'il tente un rapide repérage de la géographie politique insulaire. La bipolarité qui aiguise les passions et les haines sur le continent porte plutôt à sourire sur l'île de Beauté. 3.037 candidats regroupés en 17 listes : la profusion des prétendants et le remarquable taux de participation (68,84%) consacrent la nouvelle loi sur la décentralisation, comme l'a fait remarquer Gaston Defferre. La césure droite-gauche s'atténue devant la lutte pugnace que se livrent ceux du Clan et... les autres. Les premiers se partagent en deux adversaires complices : le M.R.G. François Giacobbi, qui s'attribue le Nord de l'île, et le R.P.R. Jean-Paul de Rocca-Serra, qui se réserve le Sud. Leur domination subsiste, mais les seconds viennent d'opérer, par le suffrage populaire, une percée surprenante, qui leur donne désormais un rôle prépondérant.

Que sont-ils ? Tout, exceptés des sbires du Clan, ce puissant ramassis de notables conservateurs, magouilleurs en diable. Au premier plan, les autonomistes de l'U.P.C. (Union du Peuple Corse), pariant sans restriction sur le statut particulier, les indépendantistes du F.L.N.C. (Front de Libération Nationale Corse), refusant le jeu démocratique, et les nationalistes de gauche du P.P.C. (Parti Populaire Corse) animé par Dominique Alfonsi. Viennent ensuite les dissidences, qui touchent les quatre grands partis politiques, du giscardien Rossi au socialiste Sanguinetti. L'exclusion termine toujours ces menées factieuses, ce qui

MARCHE DE L'OR	MARCHE DE L'OR
FR. 20 Frs	BARRE 0995
SUIS. 20 Frs	FR. 10 Frs
U. LAT. 20 Frs	BARRES 8.88
SOVERAIN	TUN 20 Frs
SOUV. ELIZ II	12 SOVERAIN
USA 20 DOL.	USA 5 DOL.
USA 10 DOL.	20 MARKS
MEX. SOPE	SR. NICOL. II
10 FLORINS	

■ Les Etats-Unis provoquent la perturbation du marché mondial

**pour
s'abonner
à royaliste?
voir page 11**

ne contrarie nullement leur succès (12,71%). Enfin, sept listes marginales, qui regroupent 13,26% des suffrages. Le succès incontestable des amis d'Edmond Siméoni (10, 60%) et des giscardiens dissidents de José Rossi (9,61%) constitue ces élus en groupes charnières, avec lesquels le Clan devra composer, lui qui n'a pu cette fois ressusciter les morts ou noyer les urnes (après révision des listes électorales, 5.520 radiations, soit 3% des inscrits).

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

Quel chemin parcouru pour le docteur Siméoni, depuis les tragédies d'Aléria et de Bastélica, la condamnation par le pouvoir giscardien à cinq années de prison ! D'autant que l'influence de l'U.P.C. mérite d'être évaluée en chiffres réels, en retranchant du compte les voix des Corses continentaux, peu sensibles à la question insulaire. José Rossi, le giscardien hérésiarque, manifeste son estime au leader des autonomistes et se distingue nettement de Rocca-Serra, pourfendeur violent et sournois du nouveau statut : «Siméoni au centre-gauche et moi au centre-droit, nous nous démarquons tous les deux d'un système usé.» Voilà donc l'émergence d'une nouvelle génération, affrontant la vieille classe politique des clans et soutenant le statut.

Cette querelle des anciens et des modernes a pris toute sa signification lorsqu'il fallut élire le président de l'assemblée. Edmond Siméoni, qui refuse l'étiquette majorité présidentielle mais s'affirme «progressiste», a engagé une ouverture à gauche, en vain : les négociations ont échoué sur la condamnation des chefs de clans. Les partis de gauche tenus par leurs stratégies politiciennes, n'ont pu abjurer le système injuste et archaïque qui épuise la Corse. Siméoni maintiendra donc sa candidature à la présidence jusqu'au troisième et dernier tour de scrutin. José Rossi de son côté, a refusé de se désister pour le chef de clan R.P.R. Ainsi l'a emporté le radical de gauche Alfonsi, contre toutes prévisions et à la majorité relative.

Mais la défaite du Clan ne résoud pas subitement la question corse. Preuve en est le réveil du F.L.N.C., après quinze mois de trêve, la veille même de l'élection du président de l'exécutif : une centaine d'attentats en une «nuit bleue» jamais égalée.



■ Après quinze mois de trêve, le réveil du terrorisme

Façon d'exprimer sa déconvenue (échec de ses consignes d'abstention) et de réagir contre une inévitable marginalisation. A noter que les militants extrémistes n'ont jamais accepté vraiment de désarmer : l'assassinat d'un légionnaire en février nous le rappelle tristement.

TENTATIVE DE DESTABILISATION ?

Depuis quelques semaines, un autre terrorisme secoue la Corse, ouvertement raciste celui-là bien que non revendiqué, puisqu'il frappe les intérêts maghrébins dans l'île; le siège diplomatique du vice-consul du Maroc en a été la cible. Les Marocains forment la première communauté de Corse avec 18.000 personnes, 20% de la population active.

Destabilisation ? Il n'est pas à exclure que le groupuscule d'extrême-droite «Francia» participe à ces provocations.

Faudrait-il donc encore que le calme revienne pour entreprendre les réformes que demande le peuple corse. Le statut particulier donne à l'assemblée régionale une marge de manœuvre considérable : en matière d'établissement de la carte scolaire, environnement, culture, transports ferroviaires, aériens et maritimes, agriculture, et répartition des aides de l'Etat à la construction de logements. Un écueil cependant : les compétences financières qui donneront toute son importance à la décentralisation n'ont pas encore été précisées.

Les indices de sous-développement ne manquent pas d'inquiéter : un revenu par habitant inférieur de 35% à celui du continent, une population qui compte 60% de membres dont l'âge est supérieur à 60 ans, 3.000 jeunes désertant chaque année l'île, 55 personnes ou sociétés se partagent 13.000 hectares sur le littoral (77 pour 17.000 hectares à l'intérieur des terres), la plupart n'étant pas autochtones, alors que 2.000 exploitants agricoles ne possèdent que 20.000 hectares.

Une seule alternative : mettre fin à la politique du tout-tourisme, lutter contre la spéculation immobilière, refuser les importations inutiles (que l'Etat subventionne au rythme de 55 milliards l'an) et développer les forces productives du pays : aquaculture, pêche et bois, agro-alimentaire et énergie solaire. Une œuvre de longue haleine en conséquence.

Emmanuel MOUSSET

sport argent et politique

Ne nous étonnons d'aucun scandale, de peur de passer pour des imbéciles.

Dans toute cette affaire de caisse noire du club de football de Saint-Etienne, ce qui m'a surpris, moi, c'est l'aveu de MM. Durafour et Neuwirth : — Oui la caisse noire a servi à financer les campagnes électorales de plusieurs candidats de droite. Dans la presse, cette partie du scandale a peu émergé. Pourquoi ? C'est bien simple. Questionnez les gens autour de vous. Vous constaterez qu'ils font tous mine d'avoir toujours su. Et l'on vous dit même avec un ton de reproche condescendant : «Vous vous en doutiez tout de même ?». Voilà ce qu'a réussi le giscardisme : il est désormais de bon ton de ne plus se scandaliser de la pourriture qui touche le monde politique.

Je savais en effet que Sport et Argent ont partie liée. Et je suis d'ailleurs bien près d'admettre que les grandes vedettes du sport ont droit à des revenus au moins égaux à celles de la chanson ou

du cinéma. Dans ces conditions, l'existence de caisses noires s'explique... Je savais aussi que Sport et Politique ont des rapports étroits. Le Mondial en Argentine ou les jeux olympiques de Moscou en ont témoigné. Plus proche de nous la victoire d'un club de football, son passage en 1ère division, ne sont pas indifférents au vote populaire. Je l'admettais, contraint et forcé.

Mais - je suis désolé de passer pour un naïf - jamais je n'avais lu ou entendu dire, que des partis politiques pouvaient alimenter leurs caisses en puisant directement dans celles d'un club sportif. Ceux qui savent tout me prétendent que c'est partout pareil et chacun le sait... Honnêtement j'en doute. Il est vrai que, contrairement à - paraît-il - beaucoup de Français, je ne peux pas non plus passer l'éponge sur l'affaire des diamants.

F.A.

Lors d'un affrontement dramatique, et malgré le déchaînement des passions, le Président de la République a eu le mérite de définir une politique française au Proche-Orient. Et de se tenir à la ligne fixée.

proche-orient la ligne mitterrand

Qui l'eût dit il y a un an ? Parvenu au Pouvoir, le candidat des socialistes ne semblait pas en mesure de mener une politique étrangère bien cohérente : malgré près d'un quart de siècle d'opposition, le Parti socialiste n'avait pas été capable de mettre en accord ses tendances et ses sensibilités contradictoires, et les sentiments personnels du nouveau Président n'étaient pas sans susciter quelques inquiétudes. Ne le disait-on pas « atlantiste » et très nettement pro-israélien ? Après l'échec du sommet de Versailles, nombre de déclarations et de décisions ont



● La France a permis de sauver la dignité des combattants palestiniens

montré que la France n'entendait pas plier devant les Etats-Unis comme Giscard avait eu la légèreté de le faire pendant sept ans. De même, face à la question du Proche-Orient, M. Mitterrand a défini une ligne très claire, à la fois ferme et mesurée.

Sans doute cette mesure, qui se fonde sur des principes et non sur un quelconque opportunisme, ne plaira-t-elle pas aux extrémistes des deux camps : le Président de la République ne reconnaîtra pas l'O.L.P. tant que cette organisation n'admettra pas l'existence d'Israël, mais il reconnaît aux Pa-

lestiniens le droit « de se battre ». Parallèlement, M. Mitterrand affirme clairement que la politique de la France ne sera pas anti-israélienne et, dans le même temps, insiste sur la nécessité d'un Etat palestinien. Pour les uns, c'est trop ; pour les autres, pas assez. Comme le débat entre les « pro » et les anti-israéliens dure depuis la fondation de l'Etat d'Israël, comme les buts de guerre des deux parties sont tout aussi insensés (destruction d'Israël ou destruction des Palestiniens), comme personne n'est - heureusement - en mesure de l'emporter de façon décisive, force est de poser un certain nombre de principes et d'actes, selon le droit et en vue de la paix. C'est ce que fait M. Mitterrand et nul ne peut dire que sa politique est scandaleuse ou dérisoire :

- d'une part, la France adopte une politique fondée sur le droit des peuples - tant israélien que Palestinien.

- d'autre part la France a permis le désengagement des Palestiniens à Beyrouth et sauvé la dignité de ces hommes qui combattent pour obtenir un Etat. Le fait que les soldats français aient été accueillis avec affection et soulagement par les Libanais et par les Palestiniens ne sera pas sans retentissement dans un monde arabe scandalisé par l'inaction de ses dirigeants.

Ces résultats peuvent paraître médiocres aux diplomates en chambre. Il reste que la France est à nouveau politiquement présente au Proche Orient, et qu'elle y joue un rôle modérateur. Cela ne va pas sans risque, en France comme au Liban (où l'élection du chef de guerre des phalangistes ne facilitera ni la réconciliation du pays, ni la reconquête de son indépendance). Mais qui ne prend pas de risques n'est pas digne de gouverner.

Sylvie FERNOY

le bloc polonais

Les manifestations sanglantes du 31 août et des premiers jours de septembre démontrent que la Pologne résiste et résistera, comme elle n'a jamais cessé de le faire, malgré la répression et la menace soviétique.

La Pologne est un bloc, indestructible, inassimilable, irréductible, au sein du bloc soviétique. Une nation contre un empire, un peuple contre une caste, une foi contre le nihilisme ambiant. Rien de tout cela ne peut être détruit. Pourtant, l'Etat militaro-policié a bien essayé de « dissoudre le peuple » en interdisant « Solidarité », en emprisonnant ses dirigeants. Peine perdue : « Solidarité » vit dans la clandestinité et le peuple descend dans la rue malgré la perspective de la mort, des coups et des années de prison.

D'où, pour les Soviétiques, une insurmontable contradiction : - s'ils interviennent directement en Pologne, ils n'obtiendront pas plus que les militaires du cru ; même s'ils décident le bain de sang, l'esprit de révolte ne mourra pas. Les Afghans ne leur rappellent-ils pas chaque jour qu'on ne liquide pas facilement une résistance populaire ? Et puis, sur le plan diplomatique, une intervention militaire achèverait de ternir l'image de l'Union soviétique.

- Pourtant, il n'est pas facile de se résigner à une libéralisation qui paraîtrait affecter la solidité du sacro-saint glacis et qui pourrait donner des idées aux autres colonies de l'Empire.

Alors que faire ? Comme une solution de force serait inefficace, comme les Soviétiques ne peuvent compter sur la lassitude ou sur d'éventuelles divisions du peuple polonais, il n'y a d'autre issue, à terme, que la négociation.

Il faut souhaiter que les Soviétiques y consentent rapidement.

J.B.



En 1878, Sir Gordon, gouverneur des Seychelles, dans un rapport à la reine Victoria, écrivait : « En dépit de la pression exercée sur eux, les Seychellois sont toujours essentiellement français de comportement et catholiques de religion ». Un siècle plus tard, l'ambassadeur de Grande-Bretagne ne pourrait-il envoyer le même rapport à son gouvernement ? Partout ici le français est compris et parlé. Pire, la devise de la jeune république est « Liberté, Egalité, Fraternité » et, coquetterie de l'histoire, le Président se prénomme France. Un pays d'une si étonnante beauté ou contrairement à ce que l'on pourrait croire, passer de la montagne « Vingt-cinq-sous » au « morne La Misère » ne fait qu'ajouter à l'émerveillement. 100 îles ou îlots qui très souvent nous rappellent une Histoire pas si lointaine : Mahe, Praslin, et autres lieux où, de nos jours, on peut croiser M. de la Fontaine ou quelque petits fils de Bougainville. Des îles plus belles les unes que les autres : Cousin, Cousine, Curieuse, Félicité...

UN CONSTAT DE CARENCE

Restées longtemps à l'écart des grands courants touristiques, les Seychelles ont été mises à la mode il y a une dizaine d'années et ce coin de terre rapidement qualifié de paradis eut tôt fait d'attirer la Jet Society qui y établit ses quartiers, s'affranchissant alors superbement de toute contrainte que le jeune Etat aurait pu dresser pour essayer de maîtriser le phénomène. Il est notoire que James Mancham, le 1er président de la république, n'était que complaisance pour ne pas dire plus vis-à-vis des plus riches de ces envahisseurs. De cette époque les revenus du tourisme font l'essentiel des ressources du budget de l'Etat qui pouvait entreprendre la modernisation du pays.

Aux Seychelles vit une population qui ne nous est pas indifférente, ne serait-ce que par les liens de sang qui nous unissent à elle. Un coup d'Etat a eu lieu ces derniers jours. M. Fontaurelle qui était dans l'archipel à ce moment nous donne quelques éléments de réflexion sur la situation de ce pays.

archipel à la dérive

Première surprise. Des 350 ou 400 passagers du «747», nous ne sommes qu'une dizaine à débarquer aux Seychelles. Sitôt la passerelle descendue, c'est un face à face avec un fusil-mitrailleur, chargeur engagé, servi par un militaire hilare, tenue léopard et très étrange couvre-chef. Une escouade de soldats d'allure fort décontractée et à l'armement me semble-t-il très hétéroclite, garde l'aérogare, petit contingent de l'armée seychelloise qui compte 400 hommes y compris une ribambelle d'officiers plus ou moins supérieurs. Fouille minutieuse des bagages et commence ce qui sera le cauchemar du séjour «Monsieur, voulez-vous remplir ces formulaires», 100 fois, 1000 fois, en toutes occasions, sous toutes les formes et les couleurs : prénom, taille, numéro de passeport... 2 heures de formalités accomplies par une quinzaine d'employés pour 10 passagers.

Il fait nuit, une douce nuit. Je ne vois pas les trous de la route mais malgré l'habileté du chauffeur, je subis de rudes cahots. L'hôtel international, une vague lumière; il est désert ce palace. Ce paradis, mais il est sinistre !

C'est au matin que l'éblouissement me saisit, sitôt pris le volant de la petite jeep japonaise. Ils sont partout ceux-là. Je suis venu pour voir, écouter, parler; le but sera atteint et je pense avoir parcouru toutes les routes et chemins carrossables, visité toutes les îles habitées : avion, auto, bicyclette, marche à pieds et même char à bœuf à La Digue. Tout ici témoigne du passage de la France. Certes ce n'est pas la France, mais ce pays a réussi ce qu'il faut appeler, paraît-il, son «melting pot», sans que ce qui fait l'essentiel de son être -son origine française - ait disparu. Et cette longue randonnée me conduit à la 2ème surprise. Durant des jours et des jours de promenades, je n'ai rencontré un engin de terrassement, une grue, un échafaudage, ni une brouette, ni une pioche, ni une pelle. J'en étais à me demander si quelque Investissement ou entre-

tien était ici réalisé. Or, à vue d'œil, il paraissait évident que certains travaux, au moins sur les routes, s'imposaient. C'est avec soulagement que, par la lecture de «La Nation», quotidien gouvernemental, j'ai appris que ce pays possédait en la personne de M. Ferrari un ministre du Plan et du Développement. Fin juillet il inaugurerait à Beauvallon une pompe à essence. Drapeaux, flonflons et étonnant discours. Avec cette station Shell (publicité gratuite) la population du nord de Mahé, l'île principale de l'archipel, assistait - à la grande rage de l'impérialisme - au décollage économique de sa région. Rien ne semblait moins évident. En fait la seule certitude que j'avais était l'incroyable gaspillage de papier que la jeune république s'offrait. Monsieur s'il vous plaît, il faut remplir... Cette fois c'en est assez. Prénom : bicyclette, taille : 4807 m, numéro de passeport : 297-42-57, date de naissance : 1515 ...

J'étais fermement décidé à suggérer à Monsieur Ferrari de fixer par exemple à 50 exemplaires le nombre de formulaires à remplir par touriste et, avec les substantielles économies réalisées, dégager les crédits nécessaires à la remise en état du réseau routier de son pays. Dissuadé je l'ai été par la fière devise en créole qui souligne le titre de «La Nation». «Nou pa bezwen dimoun sorti deor pour vin dir nou ki manyer nou pou viv dan nou pei». Autrement dit : on n'a pas besoin de vos conseils. Je m'en garderai donc, mais il n'est pas sans intérêt de poser la question de savoir pourquoi les Seychelles en sont arrivées là.

UNE POLITIQUE LOCALE BIEN AGITÉE

Indépendantes le 26 février 1976, les Seychelles connaissent leur 1er coup d'Etat le 6 juin 1977. Le conservateur Mancham était renversé par le travailliste Albert. Cet ancien séminariste, après avoir pris quelques initia-

tives heureuses dans le domaine social, se lançait dans une politique dont la ligne idéologique s'avérait rapidement assez floue : socialisme à la chinoise, puis à la tanzanien (?) affirmation de la personnalité seychelloise par l'introduction obligatoire du créole - devenu langue nationale - à l'école; décision officiellement annoncée comme «politique». A cette créolisation se superpose un enseignement obligatoire de l'anglais pendant 2 ans, le français devenant matière facultative en fin du cycle d'études obligatoires. Au moment où le président se lançait dans une politique d'ouverture au monde il prenait l'inconcevable décision d'enfermer son peuple dans une impasse culturelle. Par son français, les Seychelles étaient ouvertes à l'universel (et non uniquement à la France), par son créole, aussi savoureux soit ce patois, elles vont inéluctablement à un repliement intellectuel desséchant. Et ceci à un moment où notre pays accorde une aide multiforme considérable à l'archipel.

Et tout s'enchaîne rapidement. Une tentative de coup d'Etat réalisée à l'aide de mercenaires sud-africains échoue. Le régime se radicalise : parti unique, presse muselée, embrigadement de la jeunesse dans un mouvement de pionniers. Fasciné, à l'île de la Digue, je regarde un long moment la jeunesse locale s'escrimer à s'essayer à la parade; gauche, droite, alignement sous l'œil bleu de papa Albert. Ici, dans ce coin d'une époustouflante beauté, c'est complètement surréaliste. Une photo. Aussitôt, un policier souriant : «Monsieur, voulez-vous remplir...». Allons-y, taille : 15km, numéro de passeport : Balzac : Balzac 00.01... «Merci, Sir». Tiens, c'est la première fois.

Et c'est la fuite en avant. A Victoria, en août, une exposition consacrée à Cuba; les gens sont émerveillés par une telle réussite; des Seychelles il faut faire un nou-

veau Cuba. Ici il est de bon ton d'insulter les pays d'où arrivent les touristes, tous issus comme il se doit de nations impérialistes. Façon comme une autre de les retenir. On nationalise certains hôtels, ils font inéluctablement faillite, le secteur privé prend peur, les touristes fuient : - 51% en 2 ans. Les beaux discours n'y changeront rien, sans aide extérieure et d'où peut-elle venir ? L'économie seychelloise c'est, en France, l'équivalent de celle de l'arrondissement de Villefranche de Rouergue. Le président Albert n'a pas les moyens de sa politique, les frais fixes de l'Etat s'accroissent, la dette publique inexistante il y a 5 ans, dévore l'essentiel d'un budget de moins en moins régulièrement alimenté. C'est la déroutante économique qui sert de toile de fond à la révolte d'une partie de l'armée qui vient d'avoir lieu, ces jours derniers, révolte matée, non par les Seychellois eux-mêmes, mais, ce qui est grave, par la garde prétorienne du Président formée de tontons macoutes tanzaniens.

Faut-il donc que ce pays n'ait le choix qu'entre la politique de l'ancien président, déchu, qui tendait à transformer l'archipel en bordel de luxe ou celle de l'actuel qui ne pouvant plus maîtriser l'événement (1) conduit ce pays à une invraisemblable aventure totalitaire, à un véritable gachis humain ?

Pas rose l'avenir des Seychellois, mais ils savent sourire. Il faut quitter ce qui reste malgré tout une merveille de la nature. Taille, numéro de passeport... une dernière fois, sur 10 exemplaires et je n'ai plus envie de plaisanter.

Michel FONTAURELLE

(1) J'ai eu de longues conversations avec un ami, très proche du Président, qui m'a affirmé que ce dernier était très différent de ce que l'on pourrait croire et qu'en particulier il serait «horripilé par le régime soviétique». Ce qui tendrait bien à prouver qu'il ne maîtrise plus le système qu'il a mis en place dans son propre pays.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Lors de la deuxième conférence sur les politiques culturelles, organisée à Mexico par l'UNESCO en juillet dernier, M. Jack Lang, Ministre français de la Culture, a prononcé un important discours qui, salué avec enthousiasme par les représentants du Tiers-Monde, a suscité un vif débat dans les milieux intellectuels français. Nombre de personnalités, et non des moindres, ont vivement critiqué l'analyse du Ministre de la Culture, allant même jusqu'à contester sa représentativité.

Accusé de mener un combat «passéiste» contre la culture américaine, M. Lang a en fait été fort mal compris. Avant de le juger, et de le condamner hâtivement, il importe donc de bien le lire.

Certes, M. Lang a vivement contesté la «domination financière multinationale sur la création culturelle et artistique», accusant les produits culturels massivement exportés par les Etats-Unis de provoquer l'uniformisation de la vie et l'asservissement des esprits :

«Trop souvent (...) tous nos pays acceptent passivement, trop passivement, une certaine invasion, une certaine submersion d'images fabriquées à l'extérieur et de musiques standardisées. J'ai sous les yeux (...) un tableau accablant pour nous tous. Il décrit les programmations télévisées dans chacun de nos pays. On observe que la majorité des programmations sont assurées par ces productions standardisées, stéréotypées qui, naturellement, rabotent les cultures nationales et véhiculent un mode uniformisé de vie que l'on voudrait imposer à la planète entière. Au fond, il s'agit là d'une modalité d'intervention dans les affaires intérieures des Etats, ou plus exactement d'une modalité d'intervention plus grave encore, dans les consciences des citoyens des Etats. Je me dis toujours, et quand je parle ainsi je m'adresse aussi à mon propre pays qui a mieux résisté que d'autres, pourquoi accepter ce rabotage ? Pourquoi accepter ce nivellement ? Est-ce là vraiment le destin de l'humanité ? Le même film, la même musique, le même habillement ? Allons-nous rester longtemps les bras ballants ? Nos pays sont-ils des passoires et doivent-ils accepter, sans réagir, ce bombardement d'images ? et sans aucune réciprocité ? Notre destin est-il de devenir les vassaux de l'immense empire du profit ? Nous souhaitons que cette conférence soit l'occasion pour les peuples, à travers leurs gouvernements, d'appeler à une véritable résistance culturelle. A une véritable croisade contre cette domination. Contre - appelons les choses par leur nom - cet impérialisme financier et intellectuel.

«Cet impérialisme, a poursuivi M. Lang, ne s'approprie plus les territoires, ou rarement : il s'approprie les consciences, il s'approprie les modes de penser, il s'approprie les modes de vivre. Notre cher collègue britannique parlait

à l'instant de liberté : oui à la liberté, mais quelle liberté ? La liberté comme nous disons en France du renard dans le poulailler qui peut dévorer les poules sans défense, à sa guise ? Quelle liberté ? Une liberté à sens unique ou une liberté partagée ? Mais il ne suffit pas (...) de proférer un discours incantatoire. Il faut agir. Et il faudrait que notre conférence soit l'un des moments de notre action. Si nous ne voulons pas demain devenir les hommes-sandwich des multinationales il faut que nous prenions des décisions, des décisions courageuses. Par exemple, dans le secteur audiovisuel (...) il faudrait qu'une des résolutions de cette conférence convie nos gouvernements respectifs à inviter leurs médias et leurs télévisions à diversifier leur programmation télévisée, et à décoloniser les chaînes de télévision et de radio.»

Ce sont ces deux passages qui ont monopolisé l'attention et déclenché les sarcasmes de certains représentants de l'intelligentsia (1) : «si l'avenir disait qu'il s'agit d'un événement, déclara Philippe Sollers au «Nouvel Observateur», alors je serais tout prêt à prendre la nationalité américaine». Dans la foulée, d'autres surenchérent : dénonciation «enfantine et absurde» de l'impérialisme américain, préjugés et obsessions démodés et franchement absurdes» (Elie Wiesel), discours à sens unique oubliés de l'impérialisme soviétique (E. Leroy-Ladurie), critique d'un retour «à la vielle et au biniou» niant les valeurs universelles issues de la culture américaine (Guy Konopnicki), etc.

UN MAUVAIS PROCES FAIT A JACK LANG

Pour qui sait lire, il apparaît pourtant de façon très claire que Jack Lang ne s'en est pris à aucun moment à Edgar Poe, Dos Passos, Hemingway, Steinbeck ou Styron, ni même au roman policier américain cher à Guy Konopnicki. Pas un instant non plus, il n'a été question d'élever des barrières culturelles contre la peinture, la littérature, la sculpture venues des Etats-Unis. Il est évident que les artistes américains enrichissent la culture univer-

faut-il brûler jack lang ?

selle. Nul n'a prétendu le contraire et taxer Jack Lang d'anti-américanisme culturel relève de la mauvaise foi.

Ce qui est en question, c'est l'invasion de l'Europe et du monde par des sous-produits culturels de grande consommation (films médiocres, séries télévisées notamment) qui véhiculent un certain nombre de valeurs négatives - par exemple la violence - et qui ont une influence considérable sur les manières de penser et d'être des peuples qui les consomment. De même que l'hégémonie linguistique anglo-saxonne est un fait, comme le rappelait récemment Léopold Sédar Senghor, la colonisation culturelle dénoncée par Jack Lang est une réalité incontestable. Les chiffres cités par Jacques Thibau (2) le prouvent abondamment :

— A la télévision, «en 1957, les séries d'outre-Atlantique et les films américains de cinéma occupaient environ 4% du temps de programme de la soirée. En 1967, la proportion était de 8% du temps de grande écoute. En 1972, elle grimpait à 20%. En 1979 elle est autour de 30%. Le tiers du temps passé devant le petit écran par les Français de tous âges et de toutes conditions l'est devant des

séries, des films ou des téléfilms d'outre-Atlantique».

— Au cinéma, «depuis la fin des années cinquante (les films américains représentent en moyenne 30% de la production cinématographique (française)... En 1978 la proportion des films français demeure bien au-dessous de la barre des 50% (46%), celle des films américains bien au-dessus de 30 à 33%».

N'oublions pas non plus l'omniprésence de la chanson américaine sur les ondes, ni l'américanisation croissante des manières de s'alimenter, de se vêtir ou d'habiter. Et la situation de la France n'est pas la plus critique...

«L'obsession» de Jack Lang (si tel est bien le mot qui convient) n'est donc pas démodée, et sa dénonciation n'a rien d'un enfantillage. Pour qui sait regarder et écouter, pour qui peut voyager, l'imprégnation culturelle américaine est une réalité évidente.

UNIVERSALISATION ET AMÉRICANISATION

Faut-il s'en accommoder ? D'aucun le pensent, qui reprochent au ministre de la Culture de ne pas avoir dénoncé l'impérialisme soviétique : après tout, mieux vaut



regarder «Dallas» que subir le sort de l'Afghanistan... Le raisonnement est fallacieux : d'une part, nous ne courons aucun risque de colonisation culturelle soviétique; en outre, pourquoi faire semblant de croire que la contestation d'un impérialisme entraîne automatiquement l'approbation d'un autre - surtout quand on se souvient de la manifestation organisée à l'Opéra de Paris par le ministre de la Culture en faveur de la Pologne ?

Faut-il se féliciter de l'influence américaine ? Certains n'hésitent pas à le faire, au nom du progrès, par goût de la modernité, par respect pour l'universalité de la culture. Il est d'ailleurs curieux de noter qu'on trouve parmi les apologistes de l'Amérique aussi bien des libéraux, des gauchistes repentis et des marxistes conséquents. Parmi ces derniers, Guy Konopnicki se montre disciple fidèle de Marx lorsqu'il affirme que le capitalisme est un progrès par rapport à l'ancien ordre des choses : donc les multinationales sont progressistes par rapport au monde «féodal» qu'elles détruisent, et la culture de masse répond logiquement à l'internationalisation du capital et à l'urbanisation du cadre de vie. Il convient donc de saluer ce progrès en attendant la révolution...

Dès lors qu'on en accepte les prémisses, le propos de G. Konop-

nicki est cohérent. Mais que penser de ces intellectuels qui, en toute bonne foi, passent du collectivisme forcené à l'individualisme absolu, de la vénération des «paradis» marxistes à la défense du modèle américain ? Sans doute sont-ils la proie d'un nouveau mirage, et victimes de vieilles illusions. Comme les économistes libéraux, qui confondent la mondialisation supposée de l'économie et son américanisation effective, ces intellectuels confondent l'universalisation de la culture et son américanisation, qui se traduit par la diffusion massive de produits médiocres à l'échelle planétaire. Ils ne voient pas la menace très réelle dénoncée par Jack Lang parce qu'ils sont libres de leurs choix et culturellement riches. Elie Wiesel écrit que ceux qui n'aiment pas «Dallas» n'ont qu'à éteindre la télévision. Mais les «cols blancs» décrits par Mills (3), mais la «foule solitaire» étudiée par D. Riesman (4), mais les habitants de la «société sans défense» analysée par V. Packard (5), qui n'ont pas eu la chance d'accéder à la culture d'un Wiesel ou d'un Solers, ont-ils vraiment la possibilité de choisir ?

Le cosmopolitisme américanophile est en réalité un luxe, réservé à ceux qui courent d'un congrès psychanalytique à New-York à la Mostra de Venise ou qui, plus mo-

destement, se sentent à l'aise en compagnie de Proust, de Faulkner, etc. Eux peuvent choisir Coppola, et pas le western de série B du dimanche soir, lire «Spirale» et par le «Reader's Digest». Que ne lisent-ils, du moins, les sociologues américains qui décrivent la face noire de cette société américaine tant vénérée ?

POUR LA «POLYPHONIE DES CULTURES»

Le procès intenté à Jack Lang ne tient pas : la culture américaine n'est pas attaquée, mais seulement ce qui ruine les différences et cherche à faire de chaque homme un consommateur passif oublieux de sa propre culture. En outre, l'accusation de «nationalisme culturel» n'est pas fondée : il n'y a, dans le discours de Mexico, aucune apologie suspecte de la «France éternelle», aucune nostalgie réactionnaire des binious et des sabots de bois. Le ministre de la Culture plaide au contraire, dans la seconde partie de son discours, pour la «polyphonie des cultures» et pour un effort de création culturelle qui, selon lui, peut apporter une réponse à la crise :

« (...) nous pouvons mieux travailler ensemble, je veux dire nous associer davantage, les peuples libres. Par exemple, en matière de cinéma et de télévision co-produire, échanger, et depuis quelques temps, nous avons proposé à des pays amis ici présents, de nous engager dans de vastes programmes de co-production et d'échange et pas à sens unique. Et puis, il y a, toujours par rapport à cette domination financière, notre attitude face aux technologies nouvelles. Naturellement il ne faut les fuir - elles sont là - mais nous emparer d'elles avant qu'elles ne s'emparent de nos consciences, les maîtriser pour gouverner l'avenir et pour ne pas être le jouet de cette technologie. François Mitterrand faisait observer très justement voici quelques mois qu'aujourd'hui, avec ces technologies nouvelles, nos citoyens connaissent beaucoup mieux le visage de Brejnev ou de Reagan - tant mieux pour l'un et l'autre - que le visage de notre voisin de palier. Et c'est vrai qu'il est navrant que cette technologie ne serve pas à un dialogue neuf entre les citoyens, mais soit simplement l'occasion d'une consommation passive et par conséquent aliénante. Je dirai aussi, c'est ce que nous avons tenté d'entamer depuis un an pour mieux résister à ce colonialisme financier : nouons entre pays de culture voisine des alliances fortes. Naturellement tout cela dépend de chacune de nos traditions. Je parle pour la France : nos alliés immédiatement naturels, avec lesquels nous pouvons

nouer des alliances culturelles fortes, ce sont d'abord les pays d'Europe (...) Pour nous aussi Français, une autre alliance immédiate est celle avec les pays méditerranéens. A l'invitation de notre chère amie Melina Mercouri, nous nous sommes réunis, voici quelques mois, dans la belle île d'Hydra, avec une grande communauté d'intellectuels de tous les pays de la Méditerranée. Il y a aussi pour nous Français, tous les pays francophones et au-delà les pays d'expression latine d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe. Bref, je crois qu'il appartient à chacun de nos pays de s'organiser avec les autres pour opposer à l'internationale des groupes financiers, l'internationale des peuples de culture. Nous ne combattons cette entreprise de désalphabétisation qu'en nous regroupant, qu'en nous alliant et en construisant concrètement des moyens de riposte. »

LA CULTURE POUR RÉPONDRE A LA CRISE

Le Ministre a conclu sur l'importance de la culture, qui «peut être l'une des réponses à la crise, car cette crise économique est d'abord en nous, elle est d'abord dans nos têtes et dans nos cœurs, elle est dans un comportement mental. Ou bien l'on croit que cette crise est une malédiction quasi divine face à laquelle rien ne peut être entrepris et alors on baisse les bras. Ou bien on croit que cette crise est en nous et alors, avec notre volonté, nous pouvons la juguler et alors nous donnons aux forces de l'esprit, aux forces de l'invention, aux forces de la création, priorité dans le combat social, priorité pour construire l'avenir. Une société qui ne crée pas meurt. Une société qui retrouve le sens de l'invention et de la création pourra redonner à chacun de nos pays l'idéal mobilisateur dont nous avons besoin pour vaincre la crise, et au fond, ces principales ressources, elles sont là, en nous-mêmes, et les gisements inexplorés de notre intelligence sont immenses. »

La réflexion de Jack Lang méritait infiniment mieux que des sarcasmes sans fondement : face à l'internationale de l'argent, c'est bien l'existence même des peuples qu'il s'agit de défendre.

Yves LANDEVENEC

- (1) Principalement par le biais du «Nouvel Observateur» et du «Monde».
- (2) Voir son remarquable ouvrage sur «La France colonisée» (Flammarion) prix franco : 82 F.
- (3) C. Wright Mills : «Les cols blancs» Maspéro 1966 - Coll. «Points», Le Seuil 1970 : prix franco : 29 F.
- (4) David Riesman, «La foule solitaire» Arthaud, 1965 : prix franco : 73 F.
- (5) Vance Packard «Une société sans défense», Calmann-Lévy, 1965 (épuisé).

mirabeau ou l'occasion manquée



Mirabeau, un homme perdu de vices et par certains côtés monstrueux ? Bien sûr, et le livre de Guy Chaussinand-Nogaret n'en fait pas mystère (1). Mais, par-delà le monstre sacré, perce l'homme d'Etat en guerre contre les privilèges arbitraires, royaliste parce que révolutionnaire, et qui aurait pu constituer un atout maître pour Louis XVI... si celui-ci en avait voulu.

L'homme n'a rien d'un saint. Derrière ce visage vérolé, fascinant à force de laideur, se dissimule un débauché grandiose : panier percé, accablé de dettes, amant incestueux de sa sœur. Et, en bon libertin, contemporain de Sade, son compatriote provençal, il écrit deux traités philosophico-pornographiques.

Tout ceci fut payé très cher : six années d'internement par lettres de cachet, en des lieux variés. Cher... trop cher. Car il était le mal aimé de son père, un atrabilaire qui se piquait pourtant d'idées avancées. Car il éclaboussait la petite caste de nobles fieffés (les simples nobles n'avaient aucun droit) qui gouvernait l'Assemblée des Communautés de Provence. On conçoit l'aversion de Mirabeau, aussi bien à l'égard des procédures judiciaires arbitraires que des «privilèges, estats et corporations».

Sa popularité auprès du Tiers-Etat provençal, proportionnelle à la haine que lui portait sa caste d'origine, et la réunion des Etats-Généraux en 1789, vont lui permettre de réaliser une action politique. Triomphalement élu par le Tiers-Etat d'Aix il va être à Versailles un des artisans les plus acharnés de la réunion des trois ordres et de leur fusion en une Assemblée dépositaire de la souveraineté nationale.

Mais sa célèbre apostrophe au marquis de Dreux-Brézé, le 23 juin 1789, ne doit pas faire illu-

sion : Mirabeau est loin d'être un partisan du régime d'assemblée. Il redoute au contraire la dictature de douze cents nouveaux aristocrates, pire à ses yeux que l'ancien système. Et c'est pour cela qu'il veut laisser au Roi un droit de veto sur les lois. Ainsi la séparation des pouvoirs aurait-elle été tempérée et un compromis ambigu, proche de celui de la constitution de 1958, aurait-il permis à la légitimité royale et à la légitimité nationale de coexister durablement. Mais Mirabeau n'avait pas ou peu de partisans à l'Assemblée. Son éloquence subjugait mais lui valait beaucoup d'ennemis blessés par ses coups de griffe ou tout simplement envieux. Seul fut accordé un veto suspensif de quatre ans.

Sentant la Révolution dérapier par la grâce des idéologues des clubs de gauche et des excités de la droite, Mirabeau se rapprocha de la Cour. Mais Louis XVI, prenait ses avis sans se résoudre à les suivre. Il en fut ainsi d'un projet de fuite royale à Rouen accompagné d'un appel à la nation qui, contrairement à l'équipée de Varennes, n'aurait pas fait figure d'évasion vers l'étranger. En 1791, Mirabeau meurt, âgé de quarante-deux ans. Mirabeau, ou l'occasion manquée.

Arnaud FABRE

(1) Guy Chaussinand-Nogaret -Mirabeau- Ed du Seuil. Prix franco : 78 F.

radiographie du premier procès authentiquement moderne

«L'Enquête sur le Procès du Roi Louis XVI» n'est pas un roman policier académique.

Le lecteur connaît le nom du suspect qu'on interpelle déjà comme un coupable, ainsi que la solution de l'énigme : la mort. En l'occurrence, Paul et Pierrette Girault de Coursac relatent ici l'histoire vraie qu'ils ont établie après dix années de recherches. Une histoire vraie et désobligeante par surcroît parce qu'elle remet en question tout ce qu'on croyait acquis : l'image d'une France emportée par le grand souffle de 1789 abattant le despote et montrant au monde le chemin de la liberté.

Nous approchons du bi-centenaire de la Révolution et voici qu'on rappelle, avec l'appui exclusif des témoignages et des documents contemporains, à quel point était inouï le procès du roi, alors qu'il était encore le garant de la Constitution. Les révolutions veulent des symboles et des simulacres. Mais sans sacrifice fondateur, les symboles et les simulacres ne valent rien. Il fallait un sacrifice inédit. Il fallait y parvenir au terme d'un procès politique qui a réclamé des lois nouvelles et des procédés nouveaux, portés depuis à leur point de perfection par l'URSS avec le Goulag. Doit-on souligner que le dauphin, âgé de 7 ans, fut considéré comme le complice de son père par le Comité Juridique de la Convention ?

Le procès de Louis XVI a inspiré quantité d'ouvrages et on pourrait croire qu'il est inutile de le traiter de nouveau à la suite d'un Michelet, d'un Gaxotte, d'un Soboul... Pourtant aucun de ces auteurs n'a traité le sujet : Le Roi était-il ou n'était-il pas coupable ? A-t-il réellement fait ce dont il était accusé ? Jusque là, les livres sur le procès donnaient accès à certaines pièces, appuyés la plupart du temps sur des publications antérieures, plus attentifs au comportement des députés qu'appliqués à déchiffrer le déroulement de l'instruction. Paul et Pierrette Girault de Coursac ont tout repris à zéro.

L'originalité de leur enquête tient à une méthodologie d'une rigueur implacable (reprenant point par point, par exemple, l'acte énonciatif d'accusation) et à une documentation jusqu'à aujourd-

d'hui inexploitée. En détectives expérimentés, les auteurs se sont bien gardés de croire sur parole aucun des témoins à décharge... Nous nous sommes en effet aperçus depuis longtemps que le seul moyen d'approcher la vérité était de mettre en doute tous les témoignages, surtout ceux qui paraissent les plus favorables. La vérité, par contre, nous l'avons trouvée dans des témoignages véritablement hostile à Louis XVI, car un ennemi furieux laisse bien souvent échapper malgré lui ce qu'il voudrait cacher.

C'est dans cette mesure que l'Enquête sur le Procès du Roi Louis XVI inaugure une approche radicalement neuve de la Révolution et de la fin de l'ancien régime. L'Enquête est un livre d'histoire événementielle où seule compte l'épreuve des faits. Paul et Pierrette Girault de Coursac nous livrent tout à la fois un récit et une démonstration, sans nous infliger les «effets» du récit, pas plus que les phases intermédiaires de la démonstration. Les témoignages s'enchaînent dans un ordre logique avec parfois des incidences propres à toute enquête policière. Il faut notamment souligner l'acuité et l'honnêteté intellectuelle d'un travail sans mobile partisan.

Ces 672 pages composent enfin un portrait de Louis XVI très éloigné du stéréotype en circulation. Le roi n'était ni mou ni faible. Il avait contre lui, si je puis me permettre ce paradoxe, d'être terriblement en avance sur son temps. Il a été à deux doigts de redresser la situation. S'il a échoué, c'est le fait des circonstances, des intrigues et des malentendus qui tissent la toile de fond. Les ultras lui reprocheraient, en outre, d'avoir été gangrené par des vertus démocratiques mal partagées.

L'Enquête a pour ambition d'instruire l'épisode le plus louche de l'histoire de France. Aux lecteurs de juger.

Charles-Marie PROUST

Paul et Pierrette Girault de Coursac -Enquête sur le Procès du Roi Louis XVI- En souscription à l'ordre de «Royaliste» : 162 F franco. Prix après parution, le 16 novembre : 186 F.

Le coup d'éclat de Jacques Lang à Mexico aura déjà eu le mérite de provoquer un débat vif et parfois violent, sur des questions essentielles. Je ne suis pas persuadé qu'il soit clair et que ses enjeux apparaissent aussi nettement qu'on le dit. Une certaine façon de caricaturer pourrait laisser croire qu'il y a d'un côté les nationalistes bornés, un peu ringards, fermés à la modernité et aux seuls courants qui vaillent et de l'autre les vrais hommes de culture, ceux qui savent que la lumière vient de New York et qu'ailleurs grouillent partout les miasmes de l'obscurantisme. La caricature a toujours fourni aux polémistes leurs meilleurs armes et elle est parfois de bonne guerre. Pour le coup, il faut crier gare. Pour ma part, je refuse de me laisser enfermer dans une fausse alternative qui au nom de l'universel m'imposerait de renier mes appartenances. Je n'entends pas plus laisser brouiller le débat politique dans des considérations générales qui font trop généreusement le sacrifice des médiations.

Cela fait beaucoup de choses. Quitte à être un peu sommaire, je voudrais ici tracer les grandes lignes du problème tel que je le conçois. Tout à donc commencé par les Etats-Unis et leur impérialisme. Faut-il aimer ou non les Américains ? Il paraît établi que dans la tradition nationaliste française, les Etats-Unis ont toujours été voués aux gémonies et dénoncés comme le contre modèle absolu. Il s'agit là d'une pseudo évidence. J'ai eu la curiosité de retrouver quelques vieux textes de Maurras sur le sujet. C'est plutôt intéressant. On s'aperçoit ainsi que jeune journaliste, le maître du nationalisme intégral avait conçu une attirance singulièrement forte pour un pays nouveau voué à l'esprit des pionniers : *« Leur expérience m'intéresse. Oui, je voudrais qu'il y eût vraiment un nouveau monde, une plage renouvelée, renouvelante... un terrain d'action libre, d'initiative hardie, puissante, décidée. »* Maurras venait de lire un ouvrage sur l'expérience américaine qui l'avait ébloui au point de lui donner l'envie *« d'aller vivre au pays d'Edgar Poe »*. Coup de foudre sans lendemain ? Le fait est qu'il est difficile de démontrer qu'une hostilité ou une phobie semblable à celle qu'il conçut pour l'Allemagne se soient jamais emparées de Maurras. Bien au contraire, l'alliance américaine constitue pour lui une nécessité justifiée par une histoire qui commençait à la guerre d'indépendance secondée par Louis XVI. Contre-modèle social ? Son antilibéralisme ne l'amène pas à dénigrer un système social auquel il reconnaît le mérite d'avoir assuré dès le départ la liberté des corps sociaux. Certes, il pourra s'en prendre aux idées du président Wilson et à certains aspects de la politique américaine, mais cela ne constitue pas un système ou l'annonce d'un antiaméricanisme systématique.

La contestation du modèle américain naîtra dans les années trente au sein des groupes dits non conformistes auxquels furent mêlés des hommes d'Action française. Mais c'est la société industrielle qui se trouve ainsi mise en cause à travers une nation qui en constitue l'avant-garde. Je suis prêt à reconnaître que cette contestation a parfois été sommaire et qu'aujourd'hui encore certains raccourcis et certains slogans sont irritants. La société américaine est suffisamment complexe, contrastée et même

culture et impérialisme

contradictoire pour être si facilement qualifiée ou épinglée. Philippe Ariès nous donnait il y a quelques mois un aperçu de cette complexité. Le fameux « melting pot » est-il vraiment le maître mot de la population des Etats-Unis ? Il y a des sérieuses raisons pour en douter. La cohabitation des ethnies, des nationalités et des langues n'entraîne pas nécessairement la fusion... qu'une élite puisse émerger pour fournir une vision du monde à l'image du foisonnement américain, cela est possible et explique bien des engouements. L'intelligentsia newyorkaise n'est pas pour autant le microcosme qui reflète l'ensemble des préoccupations du pays. Une étude sur la façon dont les médias rendent compte des livres et du mouvement des idées donnerait des résultats plutôt affligeants. Une émission comme celle de Pivot est quasiment impensable dans le cadre des grands moyens d'information, et on pourrait parler à bien des égards de la grande misère culturelle américaine.



par
Gérard
leclerc

Mais alors l'impérialisme ? Il me paraît difficile de nier la réalité d'une volonté hégémonique qui ne se manifeste évidemment pas sous la forme idéologique brutale et massive de l'impérialisme soviétique. Vieux débat depuis Tocqueville d'une nation d'abord commerçante qui serait par principe dépourvue d'ardeur belliqueuse et de volonté de conquête militaire. L'histoire a suffisamment prouvé que la nation commerçante ne pouvait se priver du recours aux armées. Malraux pouvait parler du premier exemple fourni par un pays qui était devenu impérialiste sans avoir préalablement conçu un projet hégémonique. Mais il y a une logique de la domination économique qui veut que le pays dominant prenne les moyens convenables pour mettre sous sa coupe les matières premières nécessaires à son développement. Une logique aussi rigoureuse exige que là où la conquête se veut économique, l'emprise culturelle aille de concert avec le développement du marché.

Si donc il y a impérialisme culturel, il se développe dans ce domaine et nulle part ailleurs. Il est bien évident que l'emprise américaine ne

pas par la suprématie qu'Edgar Poe, Faulkner, Hemingway ou Dos Passos obtiendraient à l'encontre de Pascal, Voltaire et Sartre... Par contre, tout ce qui est production de masse et qui passe par le cinéma, la télévision est capital si l'on considère que l'on diffuse dans les esprits non pas tellement des idées, mais un mode de vie, des modèles de comportement. Sur ce terrain, la supériorité américaine est éclatante. Elle suppose tout un appareil économique, une industrie de l'image et des médias sans équivalent. Jacques Thibaut a donné sur ces points des éclaircissements décisifs. Il est quelque peu scandaleux que son apport ait été complètement oublié ou occulté dans les dernières controverses.

La difficulté est de déterminer quelle riposte les Etats et les peuples peuvent opposer à ce type de domination. La clef est souvent économique. La pente dangereuse consisterait à faire du protectionnisme culturel qui serait vite odieux et conduirait à des pratiques totalitaires. Le cinéma américain a une réelle supériorité dans l'ordre de la création, il peuple justement notre imaginaire d'une mémoire qui appartient au patrimoine commun. Est-ce à dire que dans le domaine de l'esprit, il n'y ait aucune offensive à mener ? L'Etat se doit d'appuyer par des initiatives politiques la défense de sa langue nationale et des foyers de création qu'il recèle sur son territoire. Il n'y a aucune raison pour que nous ne luttons pas pour défendre le rayonnement de la langue française contre l'envahissante emprise de l'anglais basique.

Mais la défense de la langue française elle-même est de nécessité absolue. Il ne s'agit pas d'une œuvre d'exclusion à l'égard des autres langues et des autres cultures. Bien au contraire. Des écrivains comme Etienne ou Georges Steiner, incomparables connaisseurs des autres langues, experts dans l'art de la traduction dont ils affirment la possibilité contre certaines écoles, sont les premiers à défendre la pureté et l'intégrité des langues pour le bien même de la culture universelle. Les amoureux de la langue anglaise eux-mêmes sont fondés à exprimer les plus vives craintes pour l'avenir de la langue de Shakespeare. L'usage qui en est fait aujourd'hui amène à un appauvrissement dramatique.

Pierre Boutang au terme de son *La Fontaine politique* définit le salut politique des nations par *« la perfection d'une langue (de chaque langue capable d'aller à cette perfection), aux divers degrés de sa vie authentique, et d'abord de sa transmission religieuse aux enfants de chaque patrie - ou matrice si les hommes n'en sont plus capables. »* Il faut tenir ferme à cette position si nous voulons non seulement tenir ferme notre bien propre échu par grâce à notre communauté historique mais aussi le bien œcuménique de tous les peuples. Ce n'est pas l'appauvrissement d'une des parties qui renforce le chœur universel. Ce n'est pas l'érosion des langues au profit d'un idiome unique qui nous enrichira, mais l'essor commun. Les esprits œcuméniques qui transcendent les particularités ne détruisent pas des particularités. Seule la connaissance parfaite d'une langue permet d'en jouer supérieurement et de la marier avec les autres langages des dieux.

Gérard LECLERC

j'ai honte

La plupart des hommes ne sont pas faits pour penser. J'entends déjà se récrier de bons lecteurs, qui qualifieront «provoquant» ce constat banal. A l'heure où le moindre imbécile, parce qu'il regarde la télévision, prétend donner son avis sur l'ordonnance du monde, il devient urgent de garantir l'esprit par des barrières. Afin, selon Nietzsche, d'éviter que les cochons n'y pénètrent.

Certains spectacles sont un raccourci d'époque. Il aura fallu, pour notre honte, celui de ce troupeau braillard venu l'autre jour, à Francfort, faire étalage de son ressentiment et de son hystérie, devant un homme seul. Il aura fallu ensuite, comme si l'indignité n'était pas comble, que de ce côté-ci du Rhin, les habituelles voix chattemites entonnent le répons, pour sacrifier décidément Ernst Jünger sur l'autel de nos idées reçues.

En décernant le prix Goethe, pour le cent-cinquantième anniversaire de la mort du poète, à l'un de ses prosateurs les plus purs, l'un de ses esprits les plus relevés et les plus nobles, l'Allemagne a fait à Ernst Jünger une réparation tardive. Ce n'était pas sans audace, comme on l'a pu voir.

Toute cette jeunesse a peur, qui tremble si fort d'imbécillité furieuse. Un Ernst Jünger lui est intolérable. Le flot de cette couardise glapissante, ses grimaces et ses oripeaux, m'ont fait songer à certaines pages de *Sur les Falaises de Marbre*, et l'impassibilité de celui qu'ils prétendaient maudire, à ce personnage de moine et de savant, le père Lampros : «aux époques menacées, de tels esprits dominent comme des tours la génération qui s'écroule».

Par sa vie et ses écrits, Ernst Jünger n'a cessé de prodiguer cette première leçon d'intelligence : qu'il y a des raisons de vivre préférables à la vie elle-même. Il est piquant de le voir contester par toute une génération couchante, qui proclame déjà à l'avenir : «plutôt rouges que morts».

L'amalgame est la coutume des époques basses. La malignité des intentions y trouve son compte, comme l'assombrissement des cervelles. L'accusation portée contre Jünger, d'avoir été un fourrier du nazisme, est pire qu'une ignominie : c'est une sottise. «De cet instant l'épouvante fut reine, et elle prit le masque de l'ordre» : ce sont de telles phrases que les nouveaux bien-pensants réputent profession de foi totalitaire.

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie d'Ernst Jünger en français est trop abondante pour être citée intégralement. Mentionnons cependant :

En collection Livre de Poche : «Héliopolis» (prix franco 22 F), «Abeilles de verre» (prix franco 18 F) - «Visite à Godenholm» (prix franco 14 F), «Orages d'Acier» (prix franco 22 F), «Chasses subtiles» (prix franco 33 F).

Chez Gallimard : «Jeux africains» (franco : 31 F), «Sur les falaises de marbre» (franco 25 F).

Chez Grasset : «Le contemplateur solitaire» (franco : 74 F), «Rivarol et autres extraits» (franco 50 F).

A la Table Ronde : «Voyage atlantique» (franco 44 F), «Eumeswil» (franco 85 F), «Approche, drogues et ivresse» (franco 76 F), «Le lance pierre» (franco 66 F).

Ses livres furent de ceux - y en eut-il beaucoup ? - qui sauvèrent l'honneur de l'esprit allemand, pendant ce temps de ténèbres. Nul mieux que lui ne sentit l'intime collusion, l'étroite parenté des tyrannies rouge et brune, fruit vénénéux du même arbre aux illusions démocratiques. La



● Ernst Jünger (photo La Table Ronde)

peur, l'abjection, la sottise, qui cimentèrent le régime national-socialiste (comme elles cimentent, aujourd'hui - et un Zinoviev, entre beaucoup d'autres, ne cesse d'en témoigner - les régimes communistes) sont éloquemment décrites dans l'allégorie de *Sur les Falaises de Marbre*. Il n'était pas très courant, alors, qu'on publiât de telles spectrographies. 1939, au rebours de 1982, se prêtait mal aux vociférations.

Il est vrai que Jünger opposait à l'hitlérisme autre chose que des machouilllements sociaux-démocrates. Son style même est une injure aux bonnes consciences humanitaires, dont l'universelle bienveillance est la forme atténuée, et préventive, de la couardise. Dans un temps aussi frileux que le nôtre, rien de moins pardonnable que cette rigueur calme, lucide, assurée. Hugo appelait cette race d'esprits, où il comptait un Horace, un La Fontaine, un Goethe, «les radieux ténébreux». Il leur reprochait ce qui lui paraissait de

l'insensibilité : «l'homme souffre, c'est possible; mais regardez donc Aldébaran qui se lève !» Aldébaran se lève sur toutes les souffrances, et sur la pudeur de s'en détacher. Plus exact est le portrait du Père Lampros, déjà cité : «Pour de telles natures, la destruction n'a rien d'effrayant... (elles sont) créées pour entrer dans les flammes comme on entre par le portail dans la maison de ses pères». Mais je m'enlise, et vais provoquer l'indignation des défenseurs des droits de l'homme, et celle des écologistes. Il est des sièges qui sont toujours faits d'avance. Peu importe : Ernst Jünger connaît le mot de ce poète, antidote à tous découragement : «contre l'imbécillité, les dieux eux-mêmes s'efforcent en vain».

Philippe BARTHELET

Les citations de «Sur les falaises de marbre» sont tirées de la traduction de H. Thomas (Ed. Gallimard - L'Imaginaire - 1979).

ouf ! mais on continue

A la veille des vacances je vous avais fait part de ma vive inquiétude quant à notre situation financière. Votre réaction rapide et généreuse nous a permis de passer les mois d'été sans trop de difficultés. La souscription (dont nous publions ici la 4ème liste) a atteint 27.000 F et d'autre part un certain nombre de lecteurs nous ont fait des prêts à court terme pour un total de 35.000 F.

Nos soucis les plus immédiats se sont donc estompés mais il nous faut encore rembourser d'ici fin novembre les sommes empruntées.

Notre souscription est donc relancée avec cet objectif précis. Adressez vos dons à l'ordre de Royaliste (CCP 18 104 06 N Paris) en précisant «pour la souscription».

Yvan AUMONT

4ème LISTE DE SOUSCRIPTION

D. Helfer 20 F - C. Jeunier 150 F - de Tremeuge 100 F - Vi-Nhu-Ba 70 F - J. Giraud 105 F - A. Fincato 50 F - M. Fontaurrelle 200 F - O. Pfister 40 F - Mme Badier 40 F - A. Achiary 50 F -

H. Uzac 100 F - P. de Chanrond 150 F - M. Sauzet 100 F - A. d'Yvignac 100 F - E. Ozenne 25 F - Ano. Angoulême 100 F - M. Pinsson 40 F - A. Saint-Paul 40 F - B. Durou 90 F - G. Chinetti 200 F - Dr JM Lack 200 F - Ano. Manche 90 F - D. Kieffer 110 F - Phil 75 F - Ano. Pau 100 F - J. Beaume 700 F - JM Robert 125 F - A. Bergon 18 F - Triviaux-Desaner (Corrèze) 200 F - F. Raviez 50 F - J.P. Minot 40 F - M. Godefroid 20 F - M. Bovani 15 F - J.M. Gurvil 50 F - P. de Bérard 100 F - Ano. Yvelines 150 F - Me J. Ebstein-Langevin 100 F - Y. Garnier 300 F - E. Fuch 250 F - B.M. Marchand 150 F - G. Chinetti 75 F - Ano. Bruxelles 200 F - Ano. Paris XVe 500 F - Dr G. Martinez 50 F - H. Brocherie 100 F - P.B. (Rennes) 110 F - A. Bouveret 1000 F - Ano Paris IIème 160 F - G. Girieu 15 F - A. Mercier 500 F - F. Aimard 1000 F - JF Tritschler 204 F - P. Le Chevalier 30 F - A. Roy 18 F - C et JP Richez 200 F - R. Hostache 300 F - JP Lopez 15 F - J. Bonaffons 93 F - M. Paris 150 F - Ano. Ham 30 F - Marius Namont 50 F - Mme Rozier 50 F - B. Kammerlocher 50 F - Mme Auboyneau 100 F - Mlle Lacour 60 F - F.D. 100 F - B. Barbé 40 F - Ano. Jura 500 F - J. Berner 50 F - P. Allizard 30 F - A. Spano 20 F - P. Erre 70 F - FJ Guerry 50 F - Ano. Tours 90 F - Ph. Clavel 100 F.

Total de cette liste : 10.723 F
Total précédent : 16.346 F
Total général : 27.069 F

le 20 novembre à Limoges :

la journée Henri III

Chaque grande formation de Limoges a sa journée : le MRAP, le PC, le PS... Pourquoi par les royalistes ?

Cette journée permettra de faire connaître notre mouvement, nos idées.

Pourquoi la journée Henri III ? Certains font d'Henri III un monarque dévoyé et ennemi du catholicisme; nous voyons plutôt en lui, de même que Robert Merle dans son livre «Le Prince que voilà», un souverain tolérant et équitable.

LE PROGRAMME

Comment se déroulera cette journée ?

— A 10 H, conférence de presse ouverte à tous sur le royalisme d'aujourd'hui, par Gérard Leclerc, et les propositions de la NAR locale, par Laurent Bourdelas.

— A 11 H, conférence de Gérard Leclerc sur le thème «Bernanos politique». Signature de livres.

— A 12 H 30, buffet campagnard.

— A 14 H 30, concert du groupe de Rock KLOPHORM.

— A 17 H, concert du bluesman Serge ZENI.

Toute la journée des stands divers seront ouverts au public : celui de la NAR bien-sûr, mais aussi celui du Cercle d'Aguesseau, regroupant tous les royalistes de Limoges, peut-être celui du MRAP, celui du Club Nature L'Ecrevisse (Ecologistes)...

• Un membre de la Municipalité a été invité à prononcer un discours sur la politique de la municipalité.

NAR-Limoges

NB Pour plus de renseignements, téléphoner à Laurent Bourdelas : (55) 77.33.85.

Un détail : Le magasin GEPETTO offre gracieusement à la première personne qui prendra une place pour les concerts, un splendide bilboquet. Il offre également trois autres petits bilboquets qui seront donnés dans la journée.

en bref

● ROYALISTE-UNIVERSITÉ

Le numéro 21 paraîtra le 1er octobre. Avec notamment une étude du rapport Bertrand Schwartz sur l'insertion professionnelle des jeunes. Pour le recevoir faites-nous parvenir 3 F en timbres, ou, mieux, abonnez-vous :
Abonnement normal étudiant/lycéen 1 an (5 numéros) : 12 F.
Abonnement normal non étudiant 1 an (5 numéros) : 30 F.
Abonnement de soutien : 50 F.
10 exemplaires par parution : 80 F.
CCP «Royaliste» 18 104 06 N Paris

● LYS ROUGE

Le numéro 14 du «Lys Rouge» vient de paraître. Il poursuit l'enquête sur le monarchisme international (commencée dans le numéro 13) en publiant de nouveaux documents : la traduction d'un article de «Monarchia Oggi» intitulé «la NAR et le PPM portugais, une nouvelle ligne politique pour l'an 2000» et un reportage du même journal sur les Journées Royalistes 1982.

Le corps du numéro est constitué par l'étude de Bertrand Renouvin sur «Hegel, Dieu et l'Etat», faisant suite à une série d'articles

sur la science politique parus dans nos cahiers trimestriels. Enfin, fidèle à sa vocation le «Lys Rouge» publie une étude inédite de la cellule Economie sur le revenu agricole.

— Abonnement au «Lys Rouge» : 4 numéros : 40 F (soutien : 60 F).

— Le numéro 14 seul : 12 F. Le numéro 13 et le numéro 14 (Enquête sur le monarchisme international) : 22 F.

— Le début de l'étude de Bertrand Renouvin comportait deux articles : «Une science politique» (Cahier trimestriel n° 12 - 12 F) et «Technique et politique» (Cahier trimestriel n° 13 - 12 F).

● LE TEXTE DU COMTE DE PARIS - «Réflexions sur le changement» est disponible sous forme de tracts (prix franco 10 ex. : 3 F - 45 ex. : 12 F - 390 ex. : 60 F) ou d'affichettes de format 31 x 44 cm (Prix franco 1 ex. : 5 F - 185 ex. : 66 F - 470 ex. : 145 F).

● RÉGION PARISIENNE - Les Mercredis de la NAR reprendront en octobre. Tous les lecteurs qui désirent recevoir le programme détaillé des conférences et les invitations sont priés de le demander en écrivant au journal.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

face au terrorisme

La spectaculaire affaire Tanase, l'arrestation de militants irlandais et celle du fondateur du mouvement «Pouvoir ouvrier» qui bénéficiait pourtant d'un permis de séjour, relancent le débat sur la stratégie de la lutte anti-terroriste. Certes, après l'atroce attentat de la rue des Rosiers, le Président de la République a clairement défini les moyens à mettre en œuvre et les principes que l'Etat entendait respecter. Mais depuis, analyses, enquêtes et reportages s'accumulent. Cette exploitation d'une angoisse légitime risque de conduire à une mauvaise appréciation des véritables dangers, voire à des comportements et à des revendications dangereux pour les libertés.

Il ne s'agit pas, pour autant, de nier la gravité de la situation. La France se trouve prise, depuis quelques mois, dans un faisceau d'actions criminelles d'origines très diverses et entre lesquelles il n'est pas possible d'établir raisonnablement un lien. Le terrorisme corse n'a rien à voir avec Action Directe. Les attentats arméniens sont très différents de ceux qui visaient les dissidents roumains. Le massacre de la rue des Rosiers, dans son horreur, échappe à la «logique» qui inspire les autres actions terroristes. Aussi convient-il de distinguer soigneusement entre le terrorisme national, limité à une région ou pratiqué par un groupuscule de «desperados», les actions criminelles «classiques» perpétrées par les services secrets et les groupes arméniens, et la folie de ceux qui ont frappé la communauté juive de Paris. La conjonction dans le temps de ces divers attentats n'implique aucun plan d'ensemble auquel tous les terroristes obéiraient. Et aucun élément sérieux ne permet de discerner, dans notre pays, la naissance d'une situation «à l'italienne».

UN COMLOT ?

Certes, depuis plusieurs années, des journalistes se sont efforcés de démontrer que les actions terroristes de toute nature s'inscrivaient dans un vaste complot, tramé à Cuba ou à Moscou, visant la destabilisation des pays de l'Europe de l'Ouest (1). Cette thèse n'a pas reçu le moindre commencement de preuve : s'il est vraisemblable que des groupes terroristes internationaux cherchent à destabiliser certains Etats, à les contraindre à une modification de leur politique, voire à créer une tension entre deux communautés, aucun élément ne permet de dire qu'il s'agit d'opérations commandées depuis un centre de subversion communiste. Des milliers de personnes ont été arrêtées en Europe; les ser-



par
bertrand
renouvin

vices spécialisés ont accumulé les fiches, les enquêtes et les synthèses; enfin de nombreux «repentis» ont fait des confessions complètes sans qu'apparaisse le moindre indice d'un complot international. Tout au plus peut-on établir qu'il y a eu des actions communes aux organisations d'extrême-gauche européennes et aux terroristes palestiniens (2).

Par ailleurs, la comparaison entre Action Directe et les Brigades rouges est très superficielle. Le terrorisme italien n'est pas seulement né du mouvement gauchiste que la France a connu : c'est à cause de la déliquescence de l'Etat italien, de la complicité de nombreux intellectuels et d'un malaise social très différent du nôtre que les Brigades rouges et Prima Linea ont pu prendre de l'ampleur, au point de représenter un véritable phénomène de société. En France au contraire, la solidité de l'appareil d'Etat, l'itinéraire suivi par les anciens gauchistes et l'attitude générale du mouvement ouvrier interdisent toute progression d'un terrorisme de type italien - surtout au moment où les «repentis» italiens et allemands démontrent la logique infernale qui conduit tout terroriste au délire, ou à la jouissance malsaine de la violence pure (3).

LE CHOIX DES MOYENS

Outre le cas particulier de la Corse, qui appelle des réponses essentiellement politiques, la France est aujourd'hui ex-

posée à des règlements de compte internationaux, à des actions désespérées de jeunes révoltés, à des tentatives limitées, mais très sanglantes, de destabilisation politique ou sociale - généralement imprévisibles parce qu'elles échappent aux analyses rationnelles. Dès lors que faire ?

— Toute restriction aux libertés publiques serait à la fois inadmissible et inefficace. D'une part la limitation des libertés serait inopérante dans la lutte contre le terrorisme importé, qui est le plus dangereux. D'autre part, la réduction du droit d'asile irait à l'encontre de l'objectif recherché : comme le disait un «repenti», «si les gens ne peuvent sortir de la clandestinité, que peuvent-ils faire d'autre que se recycler dans le terrorisme international ?» Le Président de la République a heureusement indiqué que toute action s'inscrirait dans les principes traditionnels de notre droit. Il est à souhaiter qu'elle n'en déborde pas, par le biais d'ordinateurs trop perfectionnés ou d'expulsions inconsidérées.

— Les moyens policiers mis en œuvre depuis le mois d'août ont l'avantage de rassurer une population qui se sent à juste titre menacée. Naguère sourcilieuse à l'égard de tout renforcement du «pouvoir policier», la gauche a maintenant pour le commandant Prouteau les yeux de Chimène. Sans vouloir nuire le moins du monde à cet excellent gendarme, il faut cependant remarquer que ses compétences, pas plus que celles de MM. Monatte et Broussard, ne le disposent à lutter efficacement contre les attentats-surprise que nous avons à redouter. Plus que des experts en actions de commando, la menace terroriste actuelle exige des hommes compétents, patients, et disposant de moyens d'information privilégiés. Certains services de police sont habitués à ce travail, d'autres non. Il s'agit de bien choisir.

— Enfin, le Pouvoir et les responsables politiques demeurent les principaux éléments de la résistance aux tentatives de destabilisation. Le Président de la République le sait, qui a donné l'exemple du calme et de la fermeté. Il est à souhaiter qu'il ne cesse d'être suivi et soutenu, au moins dans ce domaine.

Bertrand RENOUVIN

(1) Par exemple Claire Sterling -Le réseau de la terreur- Ed. Lattès.

(2) (3) Hans Joachim Klein -La Mort mercenaire- Le Seuil. Prix franco : 63 F.

(4) Entretien avec deux repentis de «Prima Linea» dans «le Nouvel Observateur» du 13 octobre 1980.